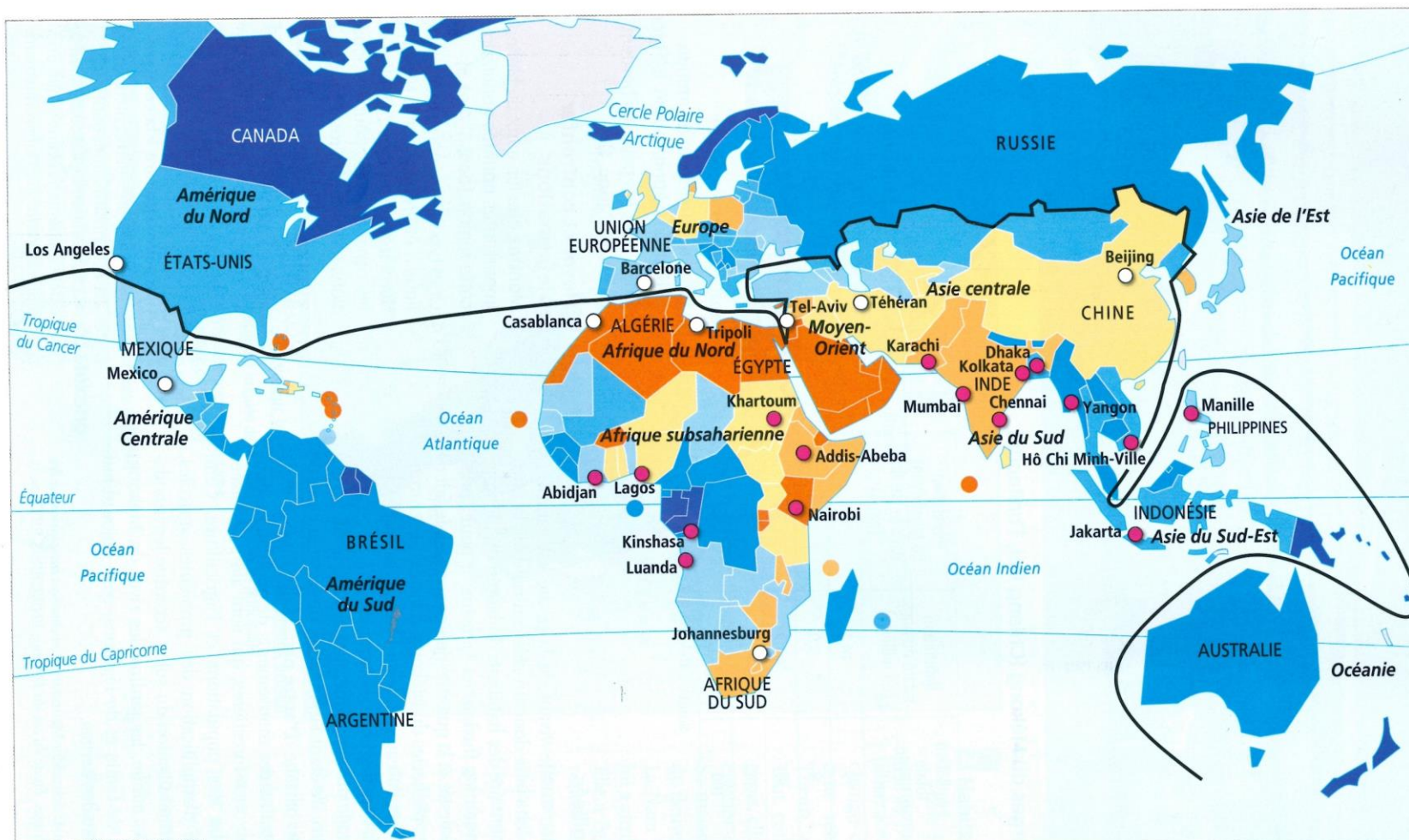


Gérer les ressources en eau

La question de l'eau

Inégalités et pénuries croissantes



Ressources en eau (en m³ par personne et par an)

Pénurie hydrique :

de 0 à 1 000

Stress hydrique :

de 1 000 à 1 700

Vulnérabilité hydrique :

de 1 700 à 2 500

de 2 500 à 6 000

de 6 000 à 15 000

de 15 000 à 70 000

de 70 000 à 684 000

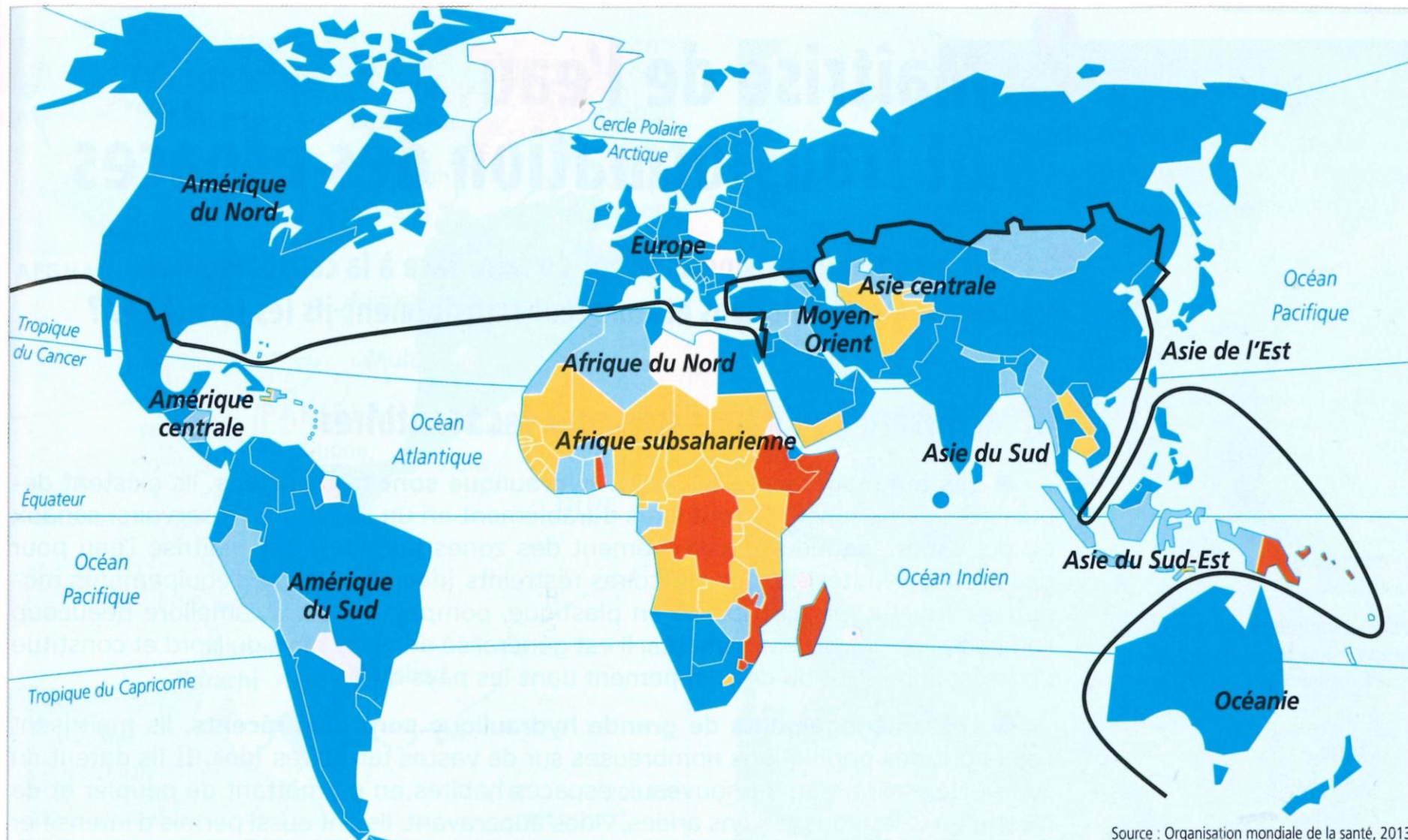
— Limite Nord-Sud

Données non disponibles

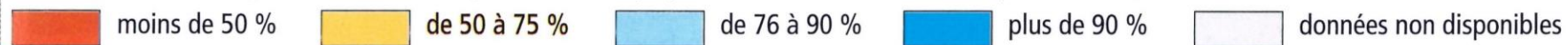
Métropoles

● dont plus de 20 % de la population n'a pas accès à l'eau potable à domicile

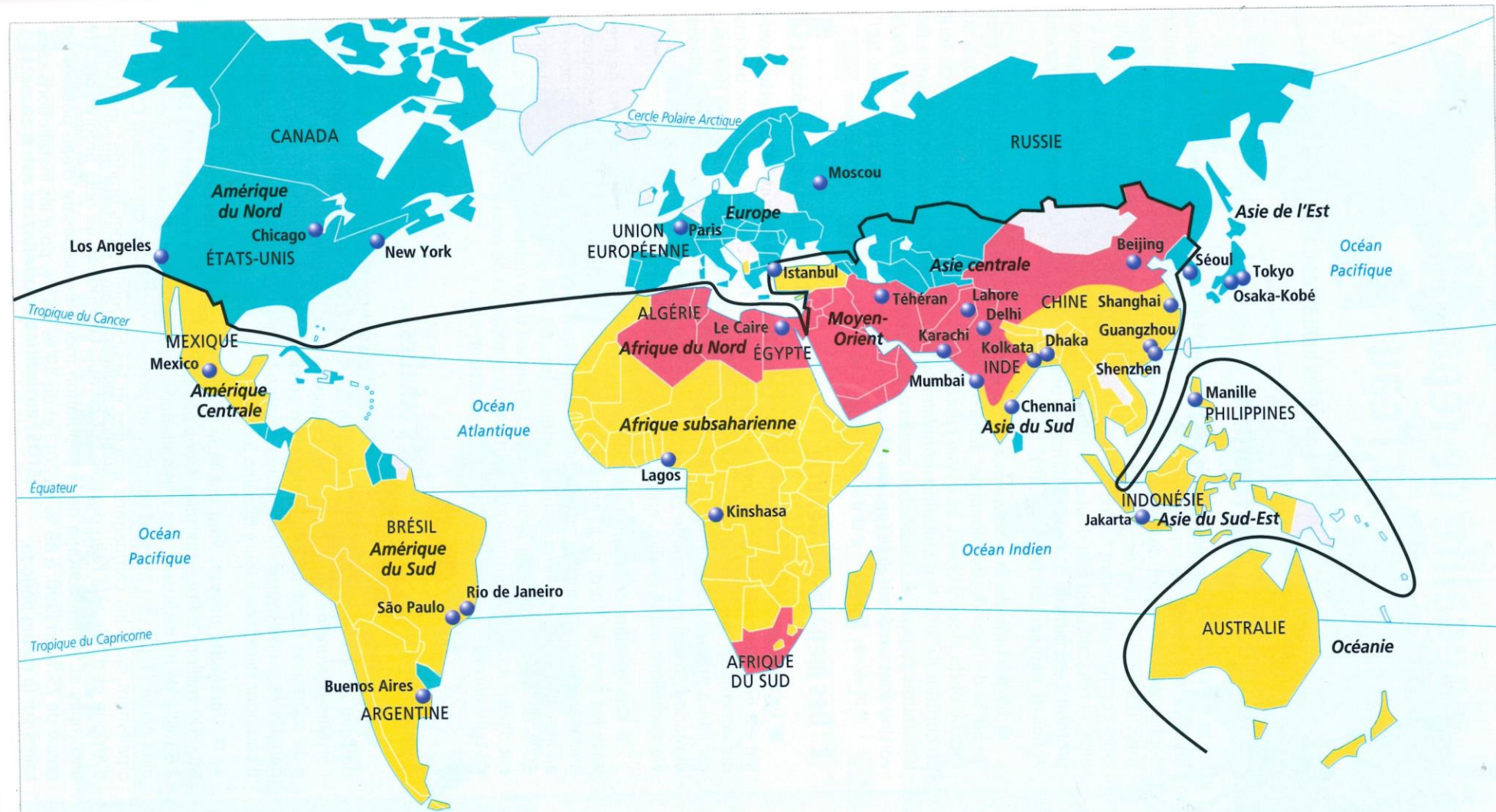
○ qui dépend d'eau transférée sur de longues distances



Part des habitants ayant accès à l'eau potable (eau qui peut être consommée sans risque sanitaire)



1 L'accès à l'eau potable (2013)



Pays et régions en situation de pénurie (2,8 milliards d'habitants selon les Nations unies)

■ Peu ou pas de pénurie
 ■ Pénuries physiques : insuffisance de la ressource
 ■ Pénuries économiques : insuffisance des aménagements
 Données non disponibles
 ● Métropoles de plus de 10 millions d'habitants en 2025 (58 % de la population mondiale vivra dans les villes)

— Limite Nord-Sud

Les défis environnementaux

Le territoire indien couvre 2,4 % de la surface du globe, tout en abritant 18 % de l'humanité et 15 % du cheptel mondial. C'est dire si la pression sur les ressources naturelles peut y être grande. À cela s'ajoutent le développement industriel, l'urbanisation, l'agriculture intensive et les incidences de la pauvreté, qui peuvent constituer autant d'atteintes à l'environnement.

De multiples facteurs de pollution

Les problèmes environnementaux sont nombreux en Inde : diminution de la biodiversité, déforestation, accumulation de déchets toxiques, pollution de l'air, surexploitation de l'eau, dégradation des sols, pour ne citer qu'eux. Parmi ces multiples problèmes, c'est la pollution de l'air à New Delhi qui a le plus retenu l'attention des médias internationaux. Dans un rapport de 2014, l'Organisation mondiale de la santé a en effet montré que la capitale indienne avait les taux les plus élevés au monde de pollution aux particules fines. Elle classait de surcroît 12 grandes agglomérations du nord de l'Inde parmi les 20 villes les plus polluées au monde. L'augmentation de la circulation automobile, l'omniprésence de centrales à charbon et l'utilisation de la biomasse par les foyers pauvres sont à l'origine de cette pollution très nocive pour la santé humaine.

L'agriculture porte aussi sa part de responsabilité. En l'occurrence, l'utilisation abusive des engrais azotés – l'urée notamment – accélère la dégradation de la qualité nutritive des sols, tandis que la sur-irrigation sans drainage entraîne leur salinisation. De même, la multiplication des forages de puits, à la base de la révolution verte, a-t-elle fini par provoquer une diminution des nappes phréatiques. Les répercussions sont pires encore lorsque ces forages sont individuels, car rien ne vient limiter la surconsommation et le gaspillage. La situation est désormais critique dans le Nord-Ouest, au Pendjab, au Rajasthan, en Haryana et à Delhi, où la surexploitation des

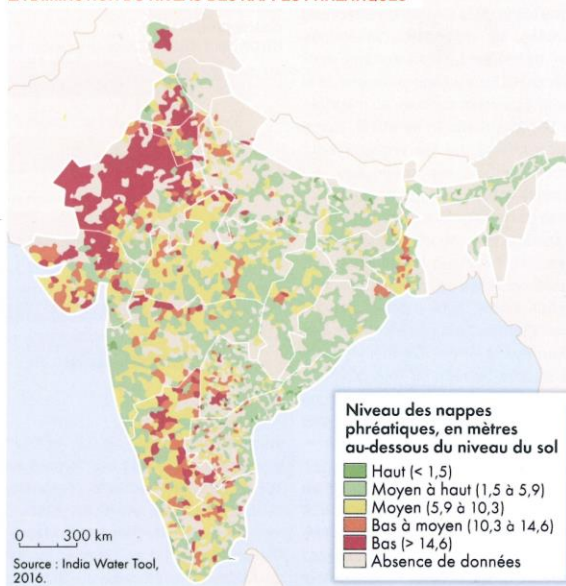
nappes conduit à un épuisement des aquifères.

Quant aux eaux de surface, elles subissent une pollution tout à la fois d'origine domestique (émanant des grandes villes), industrielle (tannerie, distillerie, industries agroalimentaires et chimiques) et agricole (engrais et pesticides). Le cas du Gange est à cet égard emblématique. Un grand programme de nettoyage de ce fleuve a été lancé en 1985, qui a tenté trois décennies durant de doter les municipalités riveraines d'installations

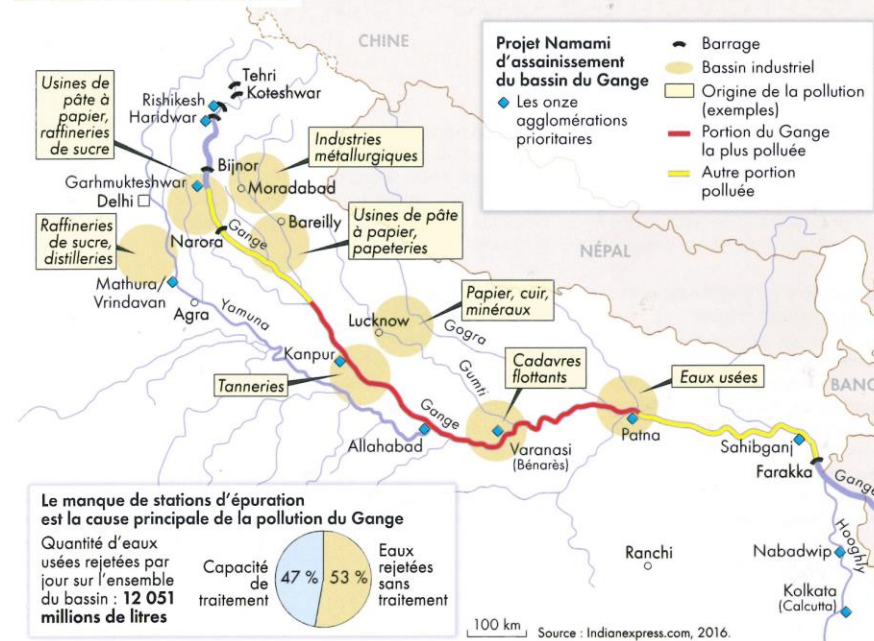
d'assainissement. Mais faute d'expertise dans la gestion de ces infrastructures, le programme n'a jamais donné les résultats escomptés. Il reste désormais à voir si la nouvelle campagne de nettoyage lancée par le Premier ministre Modi permettra de changer la donne.

Plus généralement, la gestion des réserves d'eau douce constitue un enjeu critique. Une bonne partie de la population indienne vit déjà en situation de stress hydrique selon la définition des Nations unies, c'est-à-dire

LA DIMINUTION DU NIVEAU DES NAPPES PHRÉATIQUES



LA POLLUTION DES EAUX DU GANGE



avec moins de 1 700 mètres cubes d'eau par an par personne. L'accès à l'eau génère par ailleurs des conflits entre États, comme dans le cas du fleuve Kaveri, que le Karnataka et le Tamil Nadu se disputent âprement. Dans cette dispute, le Karnataka réclame un meilleur partage des eaux, tandis que le Tamil Nadu défend le statu quo. L'opposition entre les deux États est à l'origine d'un vrai feuilleton judiciaire qui dure depuis les années 1980.

L'État indien et la régulation environnementale

Face à ces divers défis, l'État a mis en place une régulation environnementale qui laisse encore à désirer. Les premières mesures de protection de l'environnement sont apparues dans les années 1970 et se sont prolongées avec la création d'un ministère de l'Environnement et des Forêts en 1985 et le passage d'une loi sur la protection

environnementale (Environmental Protection Act – EPA) en 1986. Mais dans le contexte de libéralisation économique qui prévaut depuis les années 1990, les lois et réglementations environnementales peinent à contenir les appétits des grands industriels et restent lettre morte dès lors que ceux-ci bénéficient de connivences dans les cercles politiques et bureaucratiques. De plus, la répartition des compétences entre diverses juridictions, au niveau central, des États et de diverses commissions de contrôle de la pollution, tend à créer la confusion. Pour compenser ou défier l'inefficacité de l'État, la société civile et le monde des ONG se mobilisent. L'EPA permet en effet aux citoyens de porter plainte contre des industries polluantes. Quant à l'enjeu global du changement climatique, l'Inde en a pris acte assez tardivement et en adoptant une posture plutôt défensive dans le cadre du protocole de Kyoto. Elle est

néanmoins devenue le troisième émetteur mondial de CO₂ (2,6 milliards de tonnes en 2014), son utilisation massive de charbon jouant là encore un rôle déterminant, même si, rapportées à sa population, ses émissions se chiffrent à seulement 2 tonnes par habitant. Invoquant la responsabilité historique des pays développés dans le dérèglement climatique, l'Inde exige qu'ils financent ses mesures d'adaptation (ainsi que celles des autres pays en développement). Pour la conférence de Paris sur le changement climatique (COP21), fin 2015, elle s'est engagée à baisser de 35 % l'intensité carbone de son PIB d'ici 2030 (par rapport au niveau de 2005). Elle s'est aussi positionnée pour fortement promouvoir les énergies renouvelables, prévoyant de multiplier par trente sa production d'énergie solaire, avec une capacité de 100 GW d'ici 2022. L'objectif apparaît néanmoins ambitieux.